



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14, rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE CEDEX

Savigny-le-Temple, le 21 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



BERGERAT MONNOYEUR

250 rue du Tuboeuf
77170 BRIE COMTE ROBERT

Références : E4/22 -1538

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2022 dans l'établissement BERGERAT MONNOYEUR implanté 250 rue du Tuboeuf 77170 BRIE COMTE ROBERT. L'inspection a été annoncée le 09/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BERGERAT MONNOYEUR
- 250 rue du Tuboeuf 77170 BRIE COMTE ROBERT
- Code AIOT dans GUN : 0006514275
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société Bergerat Monneyeur réalise la réparation et remise à neuf des moteurs et pièces de véhicules de chantier.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets acqueux
- rejets atmosphériques
- risques accidentels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1).
Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 1.2.1	Inspection 2015 – lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale
Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 7.5.4	Inspection 2015 – lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Vérifications périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 7.5.3	Inspection 2015 – lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale
Rétention et confinement	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 7.4.1	Inspection 2015 – lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription
Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 4.3.4	/	Lettre de suite préfectorale
Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 4.2.4.2	/	Lettre de suite préfectorale
Surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 8.2.1	Inspection 2015 – lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription
Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 3.2.4.	/	Mise en demeure, respect de prescription
Surveillance des émissions dans l'eau	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 8.2.3	Inspection 2015 – lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription
Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 7.1.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Système de détection incendie	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 7.3.4	Inspection 2015 – absence de suite	Sans objet
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 7.3.2.	/	Sans objet
Conduits et installations raccordées	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 3.2.2	/	Cet article doit faire l'objet d'une modification.
Surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 8.2.2	Inspection 2015 – absence de suite	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Ce site présente de nombreuses non-conformités et notamment en matière de rejet, atmosphérique et acoustique, qui doivent être résorbées rapidement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative
Prescription contrôlée : 2931 A : 3300kW (2 bancs d'essais de moteur gasoil) 2564-2 DC : 330l (8 fontaines de 30l, 90L) 2575 D : 24,1kW (3 sableuses) 2560 NC 22 kW 2930 NC
Constats : Ce point avait déjà fait l'objet d'un contrôle lors de l'inspection de 2015. L'exploitant était tenu de confirmer les évolutions de son activité, notamment concernant la rubrique 2564 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Lors du contrôle, l'exploitant indique à l'inspection qu'il relève des rubriques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 2931 Ateliers d'essais sur banc de moteurs à combustion interne ou à réaction, turbines - A (puissance des bancs d'essais sont de 3300 kW)- 2564 Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670 - NC (Mecanolav utilisant des solvants organiques de 90 l)- 2563 Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface - DC (1930 l : 5 fontaines avec pinceaux de dégraissage de 30 l, 3 jet clean (machines à laver à manche - équivalent karcher) de 60 l et 2 machines à laver à aspersion à eau de 800 l chacune)- 2575 Emploi de matières abrasives telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc. sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565 - NC (La plus grosse sableuse ayant été retirée, il reste a priori 2 sableuses de 4kW)
Observations : L'exploitant doit porter les évolutions de ses installations à la connaissance de l'inspection, notamment celles ayant un impact sur le classement au titre des ICPE, afin que l'inspection puisse entériner ces modifications.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 7.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;- l'obligation du "permis de travail" pour les parties concernées de l'installation ; - les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations (électricité, réseaux de fluides) ;- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues dans le présent arrêté ;- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. Le personnel connaît les risques présentés par les installations en fonctionnement normal ou dégradé. Les préposés à la surveillance et à l'entretien des installations sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et familiarisés avec l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie.
Constats : Ce point avait déjà fait l'objet d'un contrôle lors de l'inspection de 2015. L'exploitant devait établir ces consignes et les afficher sous 3 mois.
L'exploitant indique à l'inspection que le site ne dispose pas des consignes demandées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Système de détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Système de détection incendie
Prescription contrôlée : Un dispositif de détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est mis en place dans les 2 bancs d'essai du bâtiment avant le 31 décembre 2014. Ce dispositif actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment. Des déclenchements manuels (boîtiers, bris de glace) doivent être répartis dans le bâtiment, notamment à proximité des issues et des escaliers.
Constats : L'exploitant dispose du dispositif de détection automatique des incendies.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 7.3.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Un ou plusieurs dispositifs, placés à l'extérieur, doivent permettre d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours qui doit être conçu pour fonctionner en atmosphère explosive.
Constats : L'exploitant dispose des contrôles qui indiquent que le système électrique est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Vérifications périodique et maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 7.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification périodique et maintenance
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : L'inspection des installations classées a procédé à une vérification de la réalisation des contrôles périodiques effectués par l'exploitant. Les contrôles suivants ont été consultés : - Détection incendie : contrôle du 17/05/2022 par la société SIAE : conforme - Réserve de produit absorbant (il s'agit en réalité de tapis absorbant) : conforme - Extincteurs/RIA : contrôle du 06/01/2022 Desautel n°03216415-001 : conforme - Exutoires de fumée - désenfumage : contrôle du 7/01/2020 n°1070037 par Désautel. En 2021, un contrôle a été réalisé, mais l'inspection n'a pas pu consulter le rapport. Il y a un vérin d'une trappe de désenfumage qui fuit en position fermé. L'exploitant est en attente du devis. - Vannes d'isolement du site : il existe 3 vannes d'isolement (2 eau pluviales et une eau usée) qui sont contrôlées par le responsable maintenance. Cependant, il n'existe pas de formalisation de ces contrôles. - Installation électrique : contrôle n°064893.12.62.22.K.011.ELAR du 21/03/2022 par l'Apave. Une remise aux normes a été effectuée, mais elle n'a pas fait l'objet d'un suivi formalisé.
Observations : L'inspection souhaite disposer du rapport de contrôle des exutoires de fumées 2021 et du PV de réalisation des travaux de mise aux normes. L'exploitant doit formaliser le suivi du contrôle des vannes d'isolement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Rétention et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, rétention et confinement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 L.</p> <p>II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. 11 en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu formé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus. Tout nouveau réservoir installé sous le niveau du sol est à double enveloppe.</p> <p>III. Pour les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués Lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. Le volume de confinement des eaux d'extinction est de 703 m³. Le réseau d'eaux pluviales obturé à l'aide d'une vanne à fermeture manuelle permet de contenir 40 m³. L'exploitant devra mettre en place en complément un bassin de rétention des eaux incendie de 663 m³ minimum avant le 31 décembre 2014. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. Dans l'attente de la réalisation des travaux de mise en conformité, l'exploitant devra prendre l'attache de sociétés spécialisées dans le pompage des effluents et s'assurer que celles-ci pourront intervenir rapidement sur le site encas de sinistre, et ce, avant saturation du volume de confinement.</p>
<p>Constats : Ce point avait fait l'objet d'un contrôle lors de l'inspection 2015. Les travaux sur la rétention ont eu lieu en septembre 2015. L'exploitant devait informer l'inspection de la bonne réalisation des travaux.</p> <p>L'inspection n'a pas pu consulter d'éléments attestant le bon respect des dispositions de rétention. L'exploitant n'est pas en mesure de préciser la taille précise du bassin de rétention, même si après une estimation visuelle lors de la visite du site, il semble probable que la taille du bassin soit suffisante.</p>
Observations : L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le PV de recollement des travaux ainsi que les informations relatives au dimensionnement du bassin.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement avec les milieux
Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement du réseau d'eaux pluviales de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'il n'existait pas de consignes. Bien que l'exploitant ait indiqué que la vérification avait lieu annuellement, l'inspection n'a pu consulter aucun registre formalisant le suivi.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement
Prescription contrôlée : Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux. Les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement ainsi que les eaux industrielles (eaux de lavage des pièces de la cabine de lavage et eaux de refroidissement des moteurs), sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement aussi souvent que nécessaire et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le contrôle des 2 séparateurs est réalisé. L'inspection a pu consulter le rapport de la société SITREM 15/07/2021 - pompage et nettoyage des deux séparateurs à hydrocarbures ainsi que le bordereau de suivi de déchets du 26/07/2021. Compte tenu des résultats des analyses de la surveillance des eaux rejetées, l'exploitant doit toutefois s'assurer de la suffisance de la régularité des nettoyages des dispositifs de traitement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Conduits et installations raccordées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Conduits et installations raccordées
Prescription contrôlée : N° de conduit : installations raccordées / combustible / autres caractéristiques - 1 : 2 bancs d'essai moteur / fioul domestique / - - 2 : cabinet de peinture et laboratoire de préparation des peintures / - / système de filtration - 3 : sableuse / - / système de filtration
Constats : L'exploitant a indiqué à l'inspection que les conditions de rejets avaient évoluées. Le site ne dispose plus des 3 conduits décrits dans l'arrêté préfectoral, mais d'un par banc d'essai ainsi que d'un par sableuse restante.
Observations : Les modifications n'ont pas fait l'objet d'information de l'inspection des installations classées. Elles doivent être portées à la connaissance de l'administration.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 8.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser, tous les ans, sur le point de rejet à l'atmosphère n°1 (bancs d'essai moteurs) par un organisme agréé, une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés à l'article 3.2.4 du présent arrêté selon les méthodes normalisées en vigueur. Il indique également la durée annuelle de fonctionnement des bancs d'essai moteurs. L'exploitant fait réaliser, tous les 3 ans, sur le point de rejet à l'atmosphère n°3 (sableuse) par un organisme agréé, une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés à l'article 3.2.4 du présent arrêté selon les méthodes normalisées en vigueur. Les premières analyses sont réalisées dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Les premières analyses sont réalisées dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Les résultats de ces contrôles seront transmis et commentés à l'inspection des installations classées dès réception.
Constats : L'exploitant réalise des contrôles les bancs d'essais uniquement tous les 3 ans (et non tous les ans comme prescrit par l'arrêté préfectoral). La sableuse concernée par le rejet à l'atmosphère n°3 ayant été mise à l'arrêt, ce contrôle n'a plus lieu d'être. Par ailleurs, les différents exutoires ont été modifiés. Le dernier contrôle de rejet atmosphérique a eu lieu le 3 juillet 2019 par la société Entime (rapport n°5651-006-001). Le rapport indique que : - pour le banc n°1 - que la VLE n'est pas respectée pour 3 paramètres : la vitesse minimale d'éjection des fumées est inférieure au VLE (moyenne de 4,1 m/s pour une VLE à 5 m/s), la concentration en CO (moyenne de 842 mg pour une VLE à 650 mg) et les poussières totales (moyenne de 176 mg pour une VLE à 100 mg) sont supérieures à la VLE. - pour le banc n°2 - VLE la vitesse minimale d'éjection des fumées est inférieure au VLE (moyenne de 2 m/s pour une VLE à 5 m/s). Un nouveau contrôle est prévu à l'été 2022.
Observations : L'exploitant doit réaliser les contrôles tous les ans.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 3.2.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; - à une teneur en O ₂ ou CO ₂ précisée dans le tableau ci-dessous. Concentrations instantanées en mg/Nm
Conduit n°1 - Concentration en O ₂ ou CO ₂ de référence : 5,00% Combustible Fioul domestique Poussières 100 SO ₂ 300 NO, en équivalent NO, 1500Co 650 COVNM 150
Conduit n°2 COVNM 50
Conduit n°3 Poussières 150
Le flux annuel des émissions diffuses de COV ne doit pas dépasser 25% de la quantité de solvants utilisée. La consommation annuelle en solvants est inférieure à 1 tonne. Les peintures mises en œuvre sont à base d'eau (avec une teneur en solvant inférieure à 10 %).
Constats : Comme indiqué au point précédent, le dernier contrôle de rejet atmosphérique a eu lieu le 3 juillet 2019 par la société Entime (rapport n°5651-006-001). Le rapport indique que : - pour le banc n°1 - que la VLE n'est pas respectée pour 3 paramètres : la vitesse minimale d'éjection des fumées est inférieure au VLE (moyenne de 4,1 m/s pour une VLE à 5 m/s), la concentration en CO (moyenne de 842 mg pour une VLE à 650 mg) et les poussières totales (moyenne de 176 mg pour une VLE à 100 mg) sont supérieures à la VLE. - pour le banc n°2 - VLE la vitesse minimale d'éjection des fumées est inférieure au VLE (moyenne de 2 m/s pour une VLE à 5 m/s). L'exploitant indique que le ventilateur du banc n°1 a été changé ce qui devrait améliorer la vitesse d'éjection de ce banc.
Observations : L'exploitant doit être en mesure de respecter ses VLE. Si ces VLE ne sont pas techniquement et économiquement accessibles, l'exploitant porte ces informations à la connaissance de l'administration en justifiant les nouvelles VLE demandées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 8.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit en limite de propriété et de l'émergence en zone à émergence réglementée est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, tous les 3 ans. Les premières mesures sont réalisées dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Les résultats de ces contrôles seront transmis et commentés à l'inspection des installations classées dès réception.
Constats : L'inspection a consulté le rapport de la société Entime du 9 juillet 2019 (n°5655-006-001). Les résultats sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance des émissions dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 8.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions dans l'eau
Prescription contrôlée : L'exploitant fait effectuer, sur les rejets d'eaux pluviales (point de rejet n°2) et d'eaux industrielles (point de rejet n°3) au moins tous les ans, par un organisme agréé, une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés respectivement à l'article 4.3.12 et 4.3.9 du présent arrêté selon les méthodes normalisées en vigueur. Les résultats de ces contrôles seront transmis et commentés à l'inspection des installations classées dès réception.
Constats : Ce point avait fait l'objet d'un contrôle lors de l'inspection de 2015. L'inspection avait noté qu'un contrôle avait eu lieu sur les eaux pluviales mais qu'aucun contrôle n'avait eu lieu sur les eaux industrielles. Le rapport de SGS de contrôle des eaux pluviales réalisées le 15/03/2022 (MS22-02156_BERGERAT MONNEURY_MA_RS_22) indique que les résultats sont conformes. Or la DCO mesurée (132 mg/l) dépasse la VLE (125 mg/l). De plus, il apparaît que la référence réglementaire prise par le bureau d'étude ne correspond pas à l'arrêté préfectoral en vigueur. Le rapport de SGS de contrôle des eaux usées pendant 24h du 22/07/2021 (MS21-05373_BERGERAT MONNEURY_JUILLET21) indique que la DCO mesurée (1148 mg/l) dépasse la VLE (750 mg/l), que les HCT mesurés (concentration 44 mg/l et flux 0,085 kg/j) sont supérieurs aux VLE (5 mg/l et flux 0,03 kg/j)) et que le phosphore total mesuré (25,9 mg/l) est supérieur à la VLE (12 mg/l). L'exploitant indique que la forte teneur en phosphore total est probablement liée à l'utilisation d'un passivant (contenant du phosphore) utilisé en fin de lavage pour éviter l'oxydation des pièces. L'exploitant indique que les eaux usées font uniquement l'objet d'un traitement par le séparateur à HC avant rejet.
Observations : L'exploitant doit mettre rapidement en œuvre des mesures pour s'assurer de ne plus rejeter d'eaux usées polluées dans le réseau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 7.1.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques (zone ATEX). Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés. Les canalisations ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.
Constats : L'exploitant a indiqué à l'inspection ne pas avoir réalisé le recensement prévu par son arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

